

FONCTION PUBLIQUE

La protesta

Aujourd'hui, les secteurs de l'éducation nationale, de la santé et de l'administration publique seront perturbés. Le SNPSSP, le Cnes, le SNTE, le Snapsy, le Snapap, le Satef, le SNPSP, le SNDPSM, le Snapest, l'Unpef et le SNMASM maintiennent la grève de trois jours à partir d'aujourd'hui. Le Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique (SNVFAP) observera, pour sa part, aujourd'hui une journée de protestation. La chefferie du gouvernement a réagi hier. Belkhadem estime qu'il s'agit d'une agitation infondée.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Les fonctionnaires seront mobilisés pour protester contre la grille des salaires. Réitérant leurs revendications socioprofessionnelles, ces syndicats rappellent que le combat des syndicats autonomes ne se situe nullement autour de la date d'entrée en vigueur de la grille des salaires mais dans le contenu du texte qui doit impérativement être révisé.

Hier, le chef du gouvernement a réagi à cette grève prévue depuis plus de trois semaines. A travers un communiqué laconique rendu public par l'agence de presse gouvernementale APS, Belkhadem a qualifié ce mouvement de protestation d'«agitation infondée».

«Depuis quelque temps, une agitation infondée est constatée dans certains milieux de la Fonction

publique, prenant en otages les usagers des services publics et, plus grave encore, nos enfants dont l'innocence est instrumentalisée à des fins peu glorieuses», peut-on lire dans ce document, dont des extraits ont été publiés par l'APS.

Selon les services du chef du gouvernement, cette «agitation se nourrit de l'application de la nouvelle grille des salaires dont l'adoption entre dans le cadre d'un processus mûrement réfléchi et planifié», ajoutant qu'elle (la nouvelle grille) vise à «réhabiliter le fonctionnaire et à lui redonner la place qui lui revient dans la société».

Or, les syndicats autonomes qui ont auparavant tenu plusieurs actions de protestation ne savent même pas à quoi s'en tenir pour les

primes. Ils demandent un pouvoir d'achat fort et des statuts particuliers qui déverrouillent les carrières et ne remettent pas en cause les acquis.

«Les fonctionnaires bénéficieront des salaires calculés sur la base de la nouvelle grille, à compter du 1^{er} janvier 2008 et ils percevront les rappels qui leur sont dus», a assuré Belkhadem dans ce communiqué.

En attendant que tout le dispositif aboutisse, Belkhadem assure qu'il sera procédé à une «translation transitoire des grades actuels dans la nouvelle grille des salaires». Il affirme que «le contrôle de la direction générale de la Fonction publique s'exercera a posteriori».

M. O.

CONSEIL DES LYCÉES
D'ALGÉRIE«Non à l'instrumentalisation
de la justice»

Dans un communiqué de presse, le Conseil des lycées d'Algérie (Cla) s'est dit solidaire de la lutte des travailleurs du paramédical de la Fonction publique. Saluant «leur détermination à aller au bout de leurs revendications qui vont de pair avec la défense d'un secteur public de qualité», le Cla dénonce une fois de plus l'«instrumentalisation de la justice et le recours abusif au référé comme mesure coercitive afin de faire arrêter une grève légitime». Pour le Cla, cette mesure constitue «un déni de plus au droit de grève légitimé par la loi 90-02».

Le Cla estime que «les pouvoirs publics n'ont toujours pas retenu la leçon : l'instrumentalisation de la justice et les pressions multiformes n'arrêteront pas la dynamique irréversible enclenchée depuis trois ans dans le secteur de la Fonction publique, comme l'ont prouvé le Cla et l'intersyndicale de l'éducation lors des grèves de 2006».

Le Cla n'a pas manqué de saluer la naissance de la coordination des adjoints de l'éducation, celle des conseillers d'orientation scolaire et aussi des travailleurs des services d'indendance. Ces derniers, note le Cla, ne se «reconnaissent nullement dans le projet de statut qui les dégradent et nie leur rôle primordial dans un secteur stratégique que constitue l'école publique. A travers leur lutte naissante pour un statut valorisant et un pouvoir d'achat décent, eux aussi défendent, par la même, une école publique de qualité».

M. O.

VÉTÉRINAIRES FONCTIONNAIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Tenue d'une journée de protestation aujourd'hui

Le Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique, à l'instar de l'ensemble des autres syndicats autonomes de la Fonction publique, a tenu à rappeler, hier, à travers un communiqué de presse, qu'il a déjà exprimé «son rejet de la nouvelle grille des salaires et dénonce l'exclusion des véritables représentants des fonctionnaires dans les débats et discussions sur l'avenir de ces derniers».

Le syndicat informe que la préparation du statut particulier des vétérinaires s'est déroulée dans «de très bonnes conditions et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural nous a ouvert toutes les portes et a pris en compte toutes nos propositions pour la finalisation du projet». Tout en prenant acte

de «ces facilitations», le SNVFAP garde, toutefois, «une certaine appréhension et crainte sur le devenir de ce projet à l'issue de l'étape décisive de la Fonction publique». Sans être signataire de l'appel à la grève de trois jours lancé par la coordination des syndicats autonomes de la Fonction publique et pour dénoncer à nouveau la grille des salaires faite sans la participation des véritables partenaires et l'exclusion de ces derniers des véritables négociations qui dépassent les prérogatives du secteur, le SNVFAP a lancé un appel à l'ensemble des vétérinaires fonctionnaires à l'effet d'observer aujourd'hui une journée de protestation à l'échelle nationale.

M. O.

52 ANS APRÈS SA CRÉATION

L'UGTA toujours à la recherche de son indépendance

C'est dans un contexte particulier que l'UGTA célébrera aujourd'hui le 52^e anniversaire de sa création. Pour cela, le secrétariat national se déplacera à Skikda pour célébrer les festivités marquant cet anniversaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Parallèlement à cette sortie de l'Est, Abdelmadjid Sidi Saïd, en sa qualité de premier responsable de la Centrale syndicale a instruit, selon des sources proches de ce syndicat, ses cadres structurés tant au niveau des fédérations que des unions de wilayas «à fêter en grande pompe ce 52^e anniversaire».

L'instruction transmise par le secrétaire général de l'UGTA n'est pas fortuite. Elle est porteuse de plusieurs lectures. Ainsi, contrairement aux années passées, les responsables de la Centrale syndicale veulent marquer de leur empreinte la journée du 24 février 2008. Les causes ? La première est d'ordre purement organique. Elle est étroitement liée aux assises de l'organisation prévues les 27, 28 et 29 mars prochain. Sans aucun doute, la direction nationale sortante de l'UGTA veut d'ores et déjà s'inscrire dans une dynamique dans la perspective du 11^e congrès national.

Il faut ajouter aussi que la Centrale syndicale a toujours

choisi le mois de février pour faire entendre sa voix, voire créer l'événement en cette période de début d'année. Pour preuve, le premier débrayage a eu lieu en février 1991 contre les réformes préconisées par le gouvernement Mouloud Hamrouche. Le second, en février 1996, pour dénoncer les pertes d'emplois dues au programme d'ajustement structurel imposé par le FMI, alors que la troisième et dernière en date a eu lieu les 25 et 26 février 2003, pour dénoncer la privatisation des entreprises publiques.

Ainsi, selon des observateurs de la question syndicale, les différents secrétaires généraux de la Centrale syndicale ayant marqué ces trois événements n'avaient pour obsession que de prouver que leur mot d'ordre était dépourvu d'arrière-pensée politique. Tâche ardue. Pour au moins une raison. L'UGTA traîne depuis l'indépendance la réputation d'appendice du pouvoir. Autrefois «organisation de masse» du parti unique, le FLN, celle-ci a toujours été plus perçue comme un instrument de

contrôle du monde du travail que comme son bras revendicatif.

Or, pour cette fois-ci, la journée du 24 février n'est pas exclusivement UGTA. Le syndrome du syndicat autonome s'y invite. Aujourd'hui, à l'appel de la Coordination nationale des syndicats autonomes des travailleurs de la Fonction publique, une grève de trois jours (24, 25 et 26 février) sera observée dans les secteurs concernés. Une première dans le monde du travail algérien, voire un deux en un qui fera date dans l'histoire du mouvement syndical national. D'un côté, il y a une Centrale syndicale qui célèbre son anniversaire de création et d'un autre, une coordination des syndicats autonomes qui a choisi la même date pour mettre en exergue sa démonstration de force.

Cela étant, il est important de rappeler que l'histoire et l'évolution de l'UGTA étaient liées à l'évolution politique de l'Algérie. A ce sujet, il est à noter que dès sa naissance, politique et lutte syndicale se confondaient. Messali Hadj et Hadj Ali Abdelkader, fondateurs du premier parti politique algérien de type européen, l'Etoile nord-africaine, venaient de la CGT, syndicat très lié au mouvement politique français, la

Sfio (Section française de l'Internationale ouvrière). Résultat, le syndicat n'était nullement autonome de l'appareil politique. L'UGTA ayant vu le jour en 1956, sur injonction du FLN, ne pouvait donc qu'être assujettie à une structure partisane.

Selon ces mêmes observateurs, cette réalité ne changera pas après l'indépendance où tous les textes et les plateformes idéologiques la cantonnent à un rôle d'instance du pouvoir. Le programme de Tripoli (1962), les chartes d'Alger (1964) et nationales (1976 et 1986) n'ont nullement cherché à donner à l'instan-

ce syndicale une sorte d'indépendance qui l'aurait transformée en «contre-pouvoir». Loin de là, elle a toujours été un espace d'illustration du discours officiel où, parfois, dans des moments de crise, se révèlent les conflits entre diverses tendances comme en 1964, 1968 et 1974. 52 ans après, et à la veille de la tenue de son 11^e congrès national, l'UGTA, traversée par plusieurs courants politiques dont les plus influents sont le FLN et le RND, est plus que jamais au centre de cette réalité, à moins que...

A. B.

APRÈS AVOIR OBSERVÉ LA GRÈVE
Le SG de la section syndicale SAP
du CHU Bab-El-Oued suspendu

Le secrétaire général de la section syndicale du CHU de Bab-El-Oued affilié au Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a été suspendu par la direction dudit établissement. Dans un communiqué rendu public hier, le syndicat indique que le directeur général à l'origine de cette décision a réagi après la grève observée par les paramédicaux. «Suite aux promesses non tenues du directeur général de recevoir des membres du bureau national du SAP venus régler ce problème à l'amiable et devant cet arbitraire, le bureau du CHU de Bab-El-Oued appelle l'ensemble des paramédicaux à observer un sit-in aujourd'hui devant la direction générale de l'hôpital pour exiger l'annulation de la décision».

N. I.